

# terre

Trimestriel  
PRINTEMPS 2018

n° 160



PB- PP  
BELGIE(N) - BELGIQUE

Entreprendre autrement au Nord et au Sud



## La résistance, un acte qui tient chaud



À la rencontre  
de nos amis  
de la rue  
(P. 8)



Coopérer avec  
le secteur privé...  
oui mais lequel,  
Monsieur le Ministre ?  
(P. 12)

# terre

## Coordination et secrétariat de rédaction :

Geneviève Godard et Elise Vendy

## Comité de rédaction :

Cinzia Carta, Daniel D'Ambrosio,  
Geneviève Godard, Luc Lambert,  
Claudia Marongiu, Benoît Naveau,  
Marie Octave, Vincent Oury, Elise Vendy  
et Salvatore Vetro

## Ont collaboré à ce numéro

Chantal Degée, David Gabriel,  
Xavier Roberti

## Illustration de couverture :

C1 : Shutterstock  
C4 : USCOP

**Graphisme :** www.davidcauwe.be

**Impression :** Kliëmo S.A.

Imprimé à 5.200 exemplaires sur papier  
issu de forêts gérées durablement (FSC)

**Terre** est une publication du groupe Terre. Des auteurs d'horizons divers s'expriment sur des thèmes liés à l'économie sociale et solidaire. Les articles n'engagent que leurs auteurs. Toute reproduction, même partielle, des textes et illustrations parus dans le journal **Terre** est encouragée, mais soumise à l'autorisation préalable de l'éditeur et/ou des ayants droit au copyright.

## Rédaction :

Rue de Milmort, 690  
4040 Herstal – Belgique  
T. : +32 4 240 58 58  
F. : +32 4 228 07 50  
E. : info@terre.be  
W. : www.groupeterre.be  
www.facebook.com/GroupeTerre  
N° de compte :  
IBAN — BE53 0962 2 418 9653



Cette publication est soutenue par :



Les opinions qui sont exprimées par notre organisation ne représentent pas nécessairement celles de l'État belge et n'engagent pas celui-ci.

**3**

## ÉDITO

Des Terriens qui veulent  
un monde meilleur...

**4**

## DOSSIER

**La résistance, un acte  
qui tient chaud**

**La réforme du code  
des sociétés**

**6**

**Monsanto au Burkina Faso  
Tromperie et résistance**



**8**

**À la rencontre  
de nos amis de la rue**

**12**

**Coopérer avec le secteur  
privé... oui mais lequel,  
Monsieur le Ministre ?**

**14**

**La résistance,  
un pari sur l'avenir**



**16**

**TERRE LIBRE Nord  
Ciao Toto**

**17**

**TERRE LIBRE Sud  
Le Nord-Mali continue de faire  
face à l'insécurité**

**19**

**BRÈVES**

# Édito

## Des Terriens qui veulent un monde meilleur...

### Rétrospective des combats du groupe depuis 40 ans

« **L**a misère ne se gère pas, elle se combat », disait William Wauters senior, dès les années 60, en paraphrasant l'Abbé Pierre. Dans ces pages, nous faisons souvent référence aux quatre principes de l'Économie Sociale (ES) qui définissent une gestion économique juste, sociale, démocratique et autonome. Nos partenaires du Sud nous ont fait remarquer qu'il manquait un cinquième principe très important : celui de la résistance.

Nous avons le devoir, disent-ils, de nous battre pour résister à l'exploitation de l'être humain par l'être humain. Nous devons refuser, coûte que coûte, un monde où 1 % de l'humanité possède 99 % des richesses et où les trois quarts de femmes, hommes et enfants vivent en dessous du seuil de pauvreté. Même chez vous, disent-ils, dans la plupart des pays occidentaux, la moitié des gens vivent en dessous de ce seuil.

Ce cinquième principe qu'il faudrait ajouter à la définition de l'ES nous met devant nos responsabilités de citoyen actif. Que faisons-nous pour que les choses changent ? Quelles réformes structurelles visons-nous et quels moyens nous donnons-nous pour y parvenir ?

Au fil de ce périodique, nous explorons quelques combats actuels. Mais en près de 70 ans d'existence – les

premières initiatives débutent en novembre 1949 –, les batailles n'ont pas manqué.

Dans le Sud, d'abord, contre vents et marées et dès les années 60, nous nous acharnons à développer des projets et des partenariats dans des actions génératrices de revenus. Elles participent au développement durable et autonome des partenaires. Des revenus décents leur permettent de continuer le projet après notre départ en perpétuant l'esprit d'initiative et de solidarité que nous avons insufflé. C'est encore dans le Sud, principalement au Burkina Faso et aux Philippines, que nos partenaires mènent, aujourd'hui, un combat contre le brevetage des semences, l'usage des glyphosates ou des OGM.

En Belgique et en Europe, la résistance s'organise dès les années 80. Le « projet Wallonie » voulait faire la preuve qu'il était possible d'entreprendre au profit du plus grand nombre (420 salariés aujourd'hui). Faire la preuve qu'une entreprise qui réinvestit tout le résultat économique en faveur de l'emploi et de la solidarité peut survivre et se développer très vite. Démontrer qu'un gouvernement participatif de l'entreprise, qui donne la parole et le pouvoir de décision aux travailleurs fonctionne bien et donne une résilience, une solidité accrue aux activités. C'est dans la foulée, dès 1995, que nous obtenons un statut de Société à Finalité Sociale (SFS)

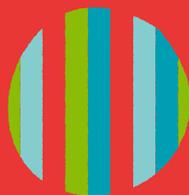
en Belgique, premier pays européen à voter ce type de statut. Il y en a dix-neuf aujourd'hui. Nous verrons plus loin que ce statut qui a servi d'exemple est maintenant en danger dans la batterie de mesures que nous prépare, en catimini, le gouvernement fédéral.

Résister c'est aussi ne pas s'endormir et continuer à défendre les acquis ! Convaincre que la réutilisation est primordiale dans nos sociétés de consommation pour obtenir un régime fiscal et des aides à l'emploi pour des personnes très éloignées du marché du travail. Voilà le patrimoine « social » que nous devons défendre. Heureusement, la tendance va dans notre sens. On ne parlait pas d'économie circulaire il y a cinq ans. L'environnement devient maintenant une priorité partout. L'Europe parle d'un socle européen des droits sociaux qui doit encore se traduire dans les actes, mais qui devrait nous aider à conscientiser nos gouvernants.

Résister c'est aussi se projeter dans le futur. Anticiper le monde tel qu'il se profile. Nous serons de plus en plus confrontés à la présence des robots que d'aucuns qualifient « d'économie numérique ». Comment préserver l'emploi des personnes moins qualifiées ? Il semblerait même que de nombreux emplois qualifiés seraient voués à disparaître avec cette révolution numérique. Comment assurer une juste redistribution des richesses dans ce contexte où l'être humain ne sera plus nécessaire pour les produire ?

N'est-ce pas en laissant à l'être humain la possibilité de décider lui-même de la destinée de son entreprise, de son outil de travail, que se trouve l'équilibre ? Faire confiance aux gens et non aux machines dans un monde globalisé. Faire reconnaître cette nouvelle forme participative d'entreprendre, voici le combat qui nous attend. Résister, c'est normal pour des « Terriens » qui veulent un monde meilleur. |

Salvatore Vetro



# La résistance, un acte qui tient chaud

## La réforme du code des sociétés

Salvatore Vetro,  
chargé des relations publiques, Groupe Terre asbl

Voici déjà un an, nous apprenions fortuitement que le ministre de la justice travaillait sur une réforme du code belge des sociétés. En quoi cela nous concerne-t-il ? Cette réforme n'est pas un simple lifting de façade, c'est une complète révolution qui touchera tous les statuts des entreprises et associations.

L'idée semble bonne au départ. Il y a, en Belgique, 21 statuts différents d'entreprise. Un investisseur étranger qui désire s'installer dans notre pays risque de se perdre dans ce dédale législatif et décider de ne pas investir chez nous. Aux dires du ministre, il faut simplifier. En s'intéressant de plus près à ce projet de simplification nous découvrons, ébahis, que les choix qui déterminent ce chantier législatif nous orientent de plus en plus vers une société du « tout à l'argent ».

Par exemple, le statut d'asbl sera considéré comme un instrument principalement destiné à faire des activités économiques. L'objectif d'une asbl qui est de construire de la citoyenneté devient secondaire.

Pourtant lorsqu'en 1921 ce statut permettait enfin l'initiative citoyenne et la liberté de s'associer, c'était pour permettre aux gens de faire des choses ensemble, pas pour faire du commerce.

Dans la première version de la proposition de loi, même le statut de coopérative avait disparu. Il a fallu tout le poids de lobbying des grandes coopératives belges pour faire fléchir le législateur et maintenir ce statut. Le texte actuel est très flou sur ce statut et fait continuellement référence au statut de SPRL qui deviendrait « Flex » et qui rendrait le statut de coopérative inutile. Voilà qui relève selon nous d'une méconnaissance totale de l'esprit coopératif et de ses principes éthiques.

Et, catastrophe pour nous, la surcouche statutaire de Société à Finalité Sociale (SFS) obtenue de dure lutte en 1995 serait purement et simplement abandonnée. Cette surcouche de SFS permet actuellement à toute société commerciale de définir un but social et d'ajouter neuf articles supplémentaires dans ses statuts juridiques lui permettant de poursuivre ce but. En préalable, le code belge des sociétés avait admis en 1995 « qu'une société commerciale pouvait poursuivre d'autres buts que le lucre ». Une vraie révolution.

Le projet du ministre, après réaction du secteur, accepte et tolère un agrément « d'entreprise sociale » seulement limité aux coopératives et fait disparaître la possibilité d'avoir un



© Soulié - Iconovox

but social dans d'autres formes de société. Au sein du groupe Terre, nous avons opté pour des sociétés anonymes à finalité sociale car ce statut nous permettait de mieux répondre à nos activités de recyclage qui doivent s'organiser à grande échelle, au niveau européen. Le papier récolté et traité, par exemple, doit s'exporter partout en Europe. Le statut de SAFS est plus approprié car il nous permet aussi de constituer un capital neutre, qui appartient au groupe d'entreprises, géré par les travailleurs, mais qui n'appartient à personne en particulier. Notre système de gestion

participative et démocratique dépend de ce montage particulier. La réponse du ministre : transformez vos SAFS en asbl ! Et il nous donne dix ans pour le faire ! Une véritable hérésie économique. Comment maintenir la confiance des clients et fournisseurs dans ces conditions et que faire du capital détenu par les personnes morales du groupe Terre? Le patrimoine d'une association ne peut être détenu par des actionnaires !

Les paradoxes sont nombreux et la méthode opaque utilisée par le législateur pour préparer des

lois aussi importantes pour la société belge ne nous inspire vraiment pas confiance.

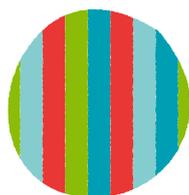
Que vont devenir les nombreuses entreprises à finalité sociale wallonnes ?

Quels contrôles supplémentaires vont-elles devoir subir ? Comment sera perçue l'initiative citoyenne désintéressée ?

Nos réseaux se mobilisent mais les tentatives du secteur pour faire des propositions constructives sont automatiquement reje-

tées. Sommes-nous encore dans un pays démocratique ? Résister, c'est continuer le combat, nous n'avons donc pas fini d'interpeller le parlement belge. |

**Que vont devenir les nombreuses entreprises à finalité sociale wallonnes ? Quels contrôles supplémentaires vont-elles devoir subir ? Comment sera perçue l'initiative citoyenne désintéressée ?**



# Monsanto au Burkina Faso

## Tromperie et résistance

Benoit Naveau,

chargé de partenariat Afrique de l'Ouest, Autre Terre asbl

Après près de dix ans d'exploitation du coton OGM au Burkina Faso, Monsanto a dû stopper net sa production suite au mécontentement général et à la chute des revenus de la filière. Une histoire de tromperie et de résistance qui mérite que l'on s'y arrête quelques instants.

### À l'origine

L'histoire du coton au Burkina Faso ne date pas d'hier. La production cotonnière burkinabè est depuis longtemps reconnue pour sa qualité, à tel point que le Burkina Faso a souvent été le premier producteur de coton d'Afrique de l'Ouest, devant le Mali et le Bénin. L'entrée de Monsanto au Burkina Faso relève par bien des aspects du film à suspense. En effet, début des années 2000, le Burkina Faso est accusé par l'ONU d'être la plaque tournante d'un trafic d'armes et de diamants en direction de la Sierra Leone et de l'Angola, alors frappés d'un embargo sur les armes. En échange de diamants et avec l'appui de Charles Taylor (Liberia), Blaise Compaoré, alors président du Burkina, alimente les guerres civiles de Sierra Leone et de l'Angola en armes de tous types mais également en mercenaires<sup>1</sup>. Son image en sort fortement écornée. C'est alors que les États-Unis proposent à Blaise Compaoré de réhabiliter son pays sur la scène internationale en échange d'un petit service à une firme américaine: Monsanto.



C'est ainsi qu'en 2001 Monsanto lance ses premiers essais de coton génétiquement modifié dans le plus grand secret. Il faudra attendre 2003 pour que ces essais soient rendus publics et qu'un premier scandale éclate : aucun cadre légal n'entourait ces pratiques et aucune information n'avait été donnée à la population burkinabè. Il s'agit pourtant de deux

obligations clairement édictées dans les conventions internationales encadrant l'usage des OGM<sup>2</sup>. Ce n'est qu'en 2006, que le Burkina Faso se mit en règle au niveau législatif.

La première récolte officielle de coton « Bt »<sup>3</sup> a lieu en 2008 ; et en 2009, 130.000 hectares sont déjà mis en culture. Les semences, les pesticides et les herbicides sont fournis à crédit

par les sociétés cotonnières aux paysans. Après la récolte, les sociétés se remboursent et paient l'éventuel surplus aux paysans (si le paysan rate sa récolte, il s'endette vis-à-vis de la société cotonnière). Ce procédé tourne rapidement au cercle vicieux pour les agriculteurs.

## Désenchantement

Bien que les sociétés cotonnières crient à l'exploit, tout le monde va rapidement déchanter. Alors que l'on vantait une augmentation des rendements et surtout un moindre usage des pesticides (en effet, le coton Bt produit lui-même son propre pesticide), les agriculteurs vont constater une baisse de rendement d'environ 7 %<sup>4</sup>. Quant au RoundUp, s'il faut en effet moins en épandre dans un premier temps, l'apparition de chenilles résistantes au coton Bt pousse à l'augmentation de son usage. De plus, les paysans sont nombreux à utiliser les pesticides destinés au coton pour leurs cultures de maïs, ce qui a des effets désastreux sur leur santé. Un autre obstacle de taille est le prix des semences OGM qui est dix fois plus élevé que les semences classiques. Or les aléas climatiques poussent régulièrement les agriculteurs à réaliser plusieurs semis... Un moindre mal lorsque la semence est presque gratuite, une catastrophe lorsqu'il faut environ 45 € pour ensemencher un hectare. Et cerise sur le gâteau, la fibre du coton Bt se révèle bien plus courte que celle du coton traditionnel burkinabè, sa valeur se déprécie sur le marché et les ventes s'écroulent.

## La résistance s'organise

Du côté du monde associatif burkinabè, il n'a pas fallu longtemps pour que la résistance s'organise. Dès 2004 est fondée la Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain (COPAGEN) qui intervient en tant que plateforme de plaidoyer sur

les problématiques de privatisation des ressources génétiques et sur l'enjeu de la souveraineté alimentaire des pays africains.<sup>5</sup>

Grâce à son réseau, la COPAGEN interpelle les politiques et les met très tôt en garde contre les dangers de cette production. Elle organise en 2007 une caravane à travers toute l'Afrique de l'Ouest pour sensibiliser aux dangers des OGM. En 2008, suite à la décision du gouvernement d'autoriser une culture en plein champ sur 15.000 hectares, la COPAGEN l'interpelle :

« [Nous] exprimons nos plus vives protestations face à la manière dont le coton Bt est introduit au Burkina Faso au mépris des engagements internationaux auxquels notre pays a souscrit [...]. [Nous] rejetons la décision unilatérale prise par le gouvernement de se lancer dans une production au plan national du coton Bt, sur une superficie de 15.000 ha cette année. »<sup>6</sup>

La pression citoyenne se renforce et se conjugue avec les mauvais résultats de la filière. En octobre 2014, le départ de Blaise Compaoré sous la pression de la rue finit d'ouvrir la porte à des réformes plus profondes. En mars 2015 est créé le CCAE, le Collectif Citoyen pour l'Agroécologie qui organisera quelques mois plus tard (23 mai 2015) une grande marche anti-OGM. Ce sont 1.500 Burkinabè qui descendent dans la rue soutenus par une marche parallèle à Renne, en France. La pression augmente sur Monsanto au moment où le pouvoir politique burkinabè vacille et où les revenus du coton s'effondrent. En janvier 2016, c'est aux sociétés cotonnières du Burkina Faso de montrer leur ras-le-bol. Elles réclament 280 millions de dollars de compensation à Monsanto, en contrepartie des pertes dues à la baisse de qualité depuis 2010. Le divorce est déjà presque consommé et le retrait du coton Bt rapide. En 2016, seuls 20 %

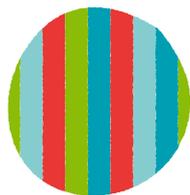
des champs ont été cultivés avec des OGM et ceux-ci ont totalement disparu lors de la campagne 2017.

Toutefois, même si le peuple burkinabè a gagné une sérieuse bataille, tout n'est pas fini. Ainsi, « *Monsanto poursuit des recherches au Burkina Faso sur des plantes alimentaires comme le sorgho ou le maïs. Une variété transgénique de niébé, légumineuse majeure pour la sécurité alimentaire de la région, serait déjà prête à la commercialisation pour le Ghana, le Burkina Faso et le Nigéria dès 2018 !* »<sup>7</sup>

L'expérience burkinabè du coton Bt aura pu démontrer la fragilité économique et environnementale du modèle de Monsanto mais également l'importance de la mobilisation citoyenne dans les orientations stratégiques d'un état.

Cet arrêt du coton Bt redonne l'espoir à des milliers de paysans burkinabè mais le combat pour l'autonomie reste encore long. La filière coton burkinabè est toujours dirigée par trois grandes sociétés cotonnières qui continuent à faire la pluie et le beau temps au pays de l'or blanc. |

1. [http://www.liberation.fr/planete/2001/01/05/le-burkina-faso-accuse-par-l-onu-de-traffic-d-armes\\_350068](http://www.liberation.fr/planete/2001/01/05/le-burkina-faso-accuse-par-l-onu-de-traffic-d-armes_350068)
2. Selon la convention sur la diversité biologique de 1992 et le protocole de Carthagène sur la biosécurité de 2000, les pays se lançant dans des expérimentations sur la culture OGM doivent développer un cadre législatif spécifique et informer la population, ce qui n'a pas été le cas au Burkina Faso.
3. « Bt » fait référence à une toxine, le *Bacillus thuringiensis*, qui permet d'éliminer le ver rose, un ravageur des cotonniers extrêmement nuisible et répandu ([www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)).
4. COPAGEN, Le Coton Bt et nous : la vérité de nos champs, Mars 2017, P. 4
5. COPAGEN, Le Coton Bt et nous : la vérité de nos champs, Mars 2017.
6. COPAGEN, communiqué du 15 juillet 2008.
7. Piro Patrick, L'après coton Bt au Burkina, CCFD-Terre Solidaire, 18 avril 2017. Interview de Yobi Richard Minougou, secrétaire exécutif de APN-Sahel



# À la rencontre de nos amis de la rue

Daniel D'Ambrosio,

chargé d'éducation permanente, Groupe Terre asbl

En 2017, le projet des casiers solidaires, initié par les Sentinelles de la Nuit, Groupe Terre et Fleur Service Social, recueillait un soutien important sur la plateforme de participation citoyenne « Réinventons Liège ». À l'aube du printemps, où en est le projet ? En quoi celui-ci, et les actions des Sentinelles de la Nuit, contribuent à améliorer le quotidien des personnes sans-abris ? Pour répondre à ces questions, nous avons rencontré Chantal Degée, Présidente des Sentinelles de la Nuit.

**527.** C'est le nombre de votes obtenus par le projet des casiers solidaires. Cette initiative, lancée par les asbl les Sentinelles de la Nuit, Groupe Terre et Fleur Service Social, vise à lutter contre la précarité dans le centre-ville de Liège en renforçant la cohésion sociale et la propreté publique. *On voit les sans-abris porter des sacs à dos énormes qu'il est impossible de transporter en permanence*, explique Chantal Degée, Présidente des Sentinelles de la Nuit. *Ils planquent généralement leurs affaires dans un buisson. Cependant, ils prennent le risque de ne plus les retrouver en fin de journée. C'est d'ailleurs ce qui arrive souvent. Ces casiers solidaires doivent leur permettre d'avoir un endroit sécurisé où déposer leurs affaires et de faire plus facilement leurs démarches. Ce projet doit leur rendre un peu de dignité et leur permettre de reprendre pied. Pour eux, et pour la Ville, qui se plaint des problèmes de propreté, c'est un plus.*

Aujourd'hui, les casiers solidaires font partie de la liste des 77 actions prioritaires qui doivent être menées par la Ville de Liège à la suite de la campagne « Réinventons Liège ». Si le projet prévoit l'implantation de 72 casiers répartis sur six sites différents, la mise en œuvre, quant à elle, demande du temps et de bonnes capacités de négociation. *Ce n'est pas facile*, lance Chantal Degée. *La Ville a accepté le projet pilote, à savoir le placement de douze casiers répartis sur deux sites. Cependant, un accord doit encore être trouvé quant à leur emplacement. Nous souhaitons que ces casiers soient placés dans le centre-ville, dans des endroits à fort passage, de manière à ce qu'ils soient vus en permanence. Malheureusement, pour l'instant, ce n'est pas la position que la Ville défend.*

### Les maraudes

Les Sentinelles de la Nuit sont nées il y a neuf ans, quand trois volontaires se sont rendus compte que beaucoup de sans-abris ne trouvaient pas refuge dans les abris de nuit, faute de places

disponibles. *On s'est dit que, au lieu de les faire venir, on irait voir ce qu'ils deviennent lorsqu'ils sont refusés dans les abris, leur apporter le café qu'ils n'ont pas et un peu parler avec eux*, explique Chantal Degée. *Au moment de commencer nos maraudes, on dit toujours que l'on va à la rencontre de nos amis de la rue. Et quand on va chez un ami, on ne vient pas les mains vides*, ajoute-t-elle. *Notre première approche, c'est de leur offrir la tasse de café et un petit lunch, mais aussi de leur fournir des couvertures et du linge de corps. C'est notre manière d'arriver chez eux. Leurs cartons, c'est leur privé*, précise-t-elle. *Quand on arrive auprès des sans-abris, on essaie d'être à leur niveau. S'ils sont assis, on s'assied à côté d'eux, sur les cartons, sur le trottoir, là où ils sont, et on essaie d'établir le lien. C'est le fondement de notre association : leur rendre un peu d'humanité, leur montrer qu'ils sont quelqu'un et qu'ils sont encore importants pour quelqu'un, au moins pour nous. On est là pour les écouter.*

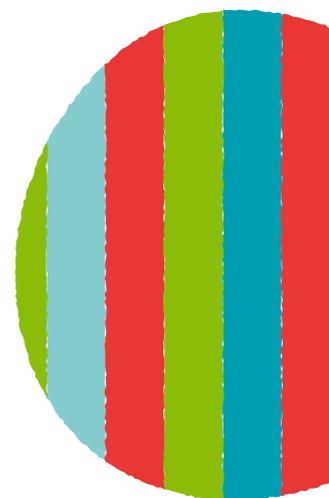


## Quelles possibilités d'insertion ?

Ces situations d'extrême précarité ne doivent rien au hasard. Elles sont le résultat d'un contexte économique et social qui exclut les plus faibles. Chantal Degée constate lors des maraudes que ce sont essentiellement des jeunes en rupture avec leur famille, pour des raisons relationnelles parfois, mais aussi parce que cette dernière n'a plus les moyens de les soutenir financièrement. On trouve également des pensionnés qui ne parviennent pas à joindre les deux bouts et choisissent de vivre dans la rue.

Dès lors, on peut se poser la question des possibilités d'insertion ou de réinsertion des personnes sans-abris, qui semblent minces quand on a perdu toute dignité. Pour Chantal Degée, beaucoup ont le sentiment qu'ils n'existent plus, qu'ils sont trans-

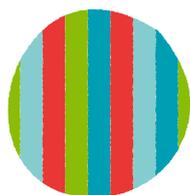
parents. Ils regrettent le fait de ne plus être regardés. Ils ont le sentiment d'être des moins que rien, d'être les déchets de la société. Pourtant, les sans-abris font partie du paysage urbain. On ne peut pas les nier. C'est vrai qu'on a toujours l'espoir d'une certaine réinsertion, mais on est bien conscients que certaines personnes n'ont jamais été insérées dans la société et ce, dès leur prime enfance, et ne le seront jamais. Au sein des Sentinelles de la Nuit, elles ont leur importance. C'est vrai qu'on doit les aider à se réinsérer, mais accepter que certains ne le seront jamais, c'est aussi une étape supplémentaire. Il faut leur dire qu'ils sont importants en leur disant : « je ne sais pas si c'est ton choix, si c'est ton histoire de vie qui fait que tu es là, peut-être que tu n'en sortiras pas, mais on est quand même là ». ■







Les 40 productrices de Rana sont accompagnées depuis 2008 par Autre Terre et le Baobab. Grâce à l'aménagement d'un terrain d'un hectare et un accompagnement de longue haleine, elles ont pu petit-à-petit apprendre le maraîchage agroécologique et en maîtriser les moindres ficelles. Dix ans plus tard, ce sont désormais elles qui forment d'autres groupements : leur terrain est fréquenté par de nombreux visiteurs et chacune d'elle a créé son propre espace personnel de maraîchage pour accroître sa production. Grâce à leur dynamisme, d'autres groupements lancent leurs propres productions agroécologiques. Le mouvement est en marche !



# Coopérer avec le secteur privé... oui mais lequel, Monsieur le Ministre ?

David Gabriel,

coordinateur du Partenariat Sud, Autre Terre asbl

« Ne faites pas comme en Belgique ! » Voilà le message qu'on faisait passer à nos partenaires agriculteurs du Pérou, il y a sept ans de cela.

**A**cette époque, dans notre pays, la vague des coopératives qu'on voit se redéployer aujourd'hui n'était encore qu'à l'état de mouvement souterrain. Nous étions plutôt en train de faire le décompte des nombreuses coopératives du siècle passé qui, désinvesties de leurs principes fondateurs et/ou de leurs coopérateurs par manque de temps ou d'intérêt, avaient été rachetées par des multinationales ou avaient fait faillite.

Au Pérou, on encourageait les partenaires à faire autrement, à imaginer d'autres modèles économiques plus collectifs. À oser se rassembler pour qu'à plusieurs, les achats d'intrants (bio !) leur coûtent moins cher. On les invitait à créer des réseaux de collecte pour leurs différentes filières de production comme le lait, les avocats... Cela leur permettrait d'éviter les intermédiaires, d'avoir de plus gros volumes à vendre et donc de peser plus « lourd » face aux entreprises. Ils auraient un plus grand pouvoir de négociation, accéderaient à des mar-

chés intéressants et pourraient se faire certifier plus facilement pour la qualité de leurs produits.

Qui suit un peu les projets soutenus par Autre Terre dans le Sud sait que cette dynamique fonctionne et donne de beaux résultats. Plusieurs coopératives (ou structures assimilées ayant pris la forme de réseaux) sont constituées et en route vers l'autonomie.

Mais le plus étonnant, c'est que depuis sept ans, c'est en Belgique que les choses ont le plus changé.

Nous assistons pour le moment à une sorte de « baby-boom » de la coopérative. Les Belges ont compris que c'était le bon moyen pour se réapproprier leur économie, créer leur entreprise et la vivre, non pas comme un combat

entre travailleurs et patrons pour se tirer la couverture des bénéfices, mais comme un projet collectif. Pas un projet à l'obsolescence programmée par la fin d'une période de subsides. Non,

plutôt comme un projet durable qui va générer ses propres financements, fournir un emploi stable aux personnes qui s'y investissent tout en faisant progresser la société dans laquelle il évolue. Pas uniquement un progrès matériel donc, mais aussi un progrès sociétal.

En effet, la mise en place d'une coopérative en Belgique ou dans le Sud, c'est d'abord l'occasion de se poser la question du sens. Comment va-t-on travailler ensemble et surtout dans quel but ? C'est ça qui rassemble et mobilise les énergies. Cela

**Nous assistons pour le moment à une sorte de « baby-boom » de la coopérative. Les Belges ont compris que c'était le bon moyen pour se réapproprier leur économie, créer leur entreprise et la vivre, non pas comme un combat entre travailleurs et patrons pour se tirer la couverture des bénéfices, mais comme un projet collectif.**

permet aux gens de donner leur avis sur ce qu'ils trouvent intéressant de faire et de contrôler que la ligne – qui a été décidée par tous – est bien suivie par les équipes en charge de la gestion.

Le message pour nos partenaires du Sud doit donc changer. On ne doit plus avoir honte... Grâce à toutes ces coopératives qui se créent, on a l'impression d'un réenchantement de notre économie.

Malheureusement, ce n'est pas vraiment l'avis du ministre actuel de la Coopération au Développement. Sa volonté est de pousser la coopération dans les pays du Sud en collaborant un maximum avec le secteur privé capitaliste. A-t-il pris conscience que

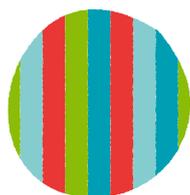
le modèle économique qu'il défend n'a plus vraiment le vent en poupe ? Qu'il provoque des inégalités et de graves problèmes environnementaux ? Qu'il n'est pas démocratique ? Que le soutien apporté risque de se retrouver très vite dans les mains de quelques nantis ? Qu'il ne permet pas une véritable participation des personnes marginalisées du Sud actuellement accompagnées ?

Pourquoi se cacher derrière de vieux modèles dont les limites sont si criantes ? Pourquoi ne pas s'inspirer des belles avancées de notre pays en matière d'entreprises sociales ?

Coopérer avec le secteur privé, Monsieur le Ministre ? Volontiers !... Mais si vous le permettez, pas n'importe lequel !

## VERS UNE REMISE EN CAUSE DU CAPITALISME ?





# La résistance, un pari sur l'avenir

**Xavier Roberti,**

conseiller du directeur général, Groupe Terre asbl

Il y a un mois, à l'invitation d'Ellen Decraene de l'Université d'Anvers, j'ai participé à une table-ronde avec des entrepreneurs, des financiers, des académiques et des politiques flamands. À tour de rôle, nous avons cinq minutes pour présenter notre vision de l'économie sociale pour l'avenir.

**L'**animateur de la réunion nous a demandé « Quel serait l'élément important à creuser dans nos discussions futures ? » Après une dizaine d'interventions, essentiellement centrées sur le rôle de l'économie sociale dans la (ré)insertion des travailleurs défavorisés sur le marché classique du travail, j'ai pris la parole au nom du groupe Terre. Voici le discours que j'ai tenu :

*« L'économie sociale doit être imaginée et considérée comme un vrai modèle économique alternatif, car les raisons qui ont amené la construction d'initiatives « sociales » existent toujours et ont même tendance à s'aggraver. L'économie sociale reste un combat contre les effets pervers de ce qu'on appelle en flamand l'économie « régulière ». L'économie « régulière »... Ce terme est assez révélateur, il sous-entend que le reste de l'économie serait irrégulier... Alors nous pouvons nous demander qui fixe les règles et à qui elles profitent.*

*Dès lors, le rêve du groupe Terre serait de faire percevoir autant que possible l'économie « régulière » comme « irrégulière ». Cela ne pourra se faire qu'en construisant toujours plus d'entreprises démocratiques – la seule manière de poursuivre l'intérêt général dans le secteur économique – et en laissant grandir dans l'esprit des entrepreneurs de demain une autre vision de la relation entre le travail et l'être humain. Après cela, l'économie pourra peut-être enfin s'ouvrir à autre chose que la logique de propriété et de compétition.*

*L'automatisation et la mondialisation resteront un problème pour un grand*

*nombre de personnes tant que les choix et les profits resteront dans les mains d'un petit nombre de personnes. L'économie sociale ne peut pas être perçue et construite comme l'ambulance de l'économie « régulière » et l'entreprise ne peut plus être considérée comme un lieu de placement financier. »*

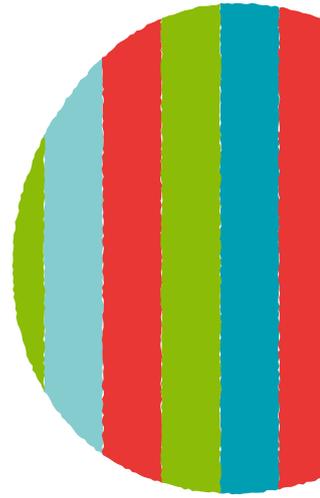
Malheureusement, ces propos résonnent encore et toujours comme décalés ou utopiques. Ils restent minoritaires, même dans le monde de l'économie sociale. Et c'est bien pour cette raison qu'il s'agit de résister. La résistance ne se limite pas à se battre pour des droits acquis, elle consiste aussi à ne pas se laisser embarquer par des pratiques et des logiques qui ne correspondent pas à nos valeurs, même (et surtout) si elles sont dominantes et centenaires.

Il est vrai que notre « rêve » remet beaucoup de choses en question : la notion de capital et de profit, le système de concertation et de prise de décision, la place et la voix des plus pauvres et des exclus. Pour une partie de la population, il n'y a pas de raison de changer. Les raisons de cet immobilisme sont souvent multiples : la peur du changement, la crainte de l'inconnu, le manque de motivation ou le maintien des privilèges (et donc des privilégiés). C'est donc un combat culturel, mais aussi réglementaire et législatif : notre approche de la concertation sociale par exemple nécessitera probable-

**La résistance ne se limite pas à se battre pour des droits acquis, elle consiste aussi à ne pas se laisser embarquer par des pratiques et des logiques qui ne correspondent pas à nos valeurs, même (et surtout) si elles sont dominantes et centenaires.**

ment un changement de loi. Or, comme le disait déjà Nicolas Machiavel dans *Le Prince*, « Il n'y a pas d'entreprise plus difficile, plus douteuse, ni plus dangereuse que celle de vouloir introduire de nouvelles lois. Parce que l'auteur a pour ennemis tous ceux qui se trouvent bien des anciennes [lois], et pour tièdes défenseurs ceux à qui les nouvelles profiteraient. Et cette tiédeur vient en partie de la peur qu'ils ont de leurs adversaires, c'est-à-dire ceux qui sont contents des anciennes [lois], et en partie de l'incrédulité des hommes, qui n'ont jamais [une] bonne opinion des nouveaux établissements qu'après en avoir fait une longue expérience. »

Pour y arriver, nous pourrions compter sur ceux qui voient le monde comme nous. Le pire dans la résistance, c'est de se croire isolé. Il existe beaucoup d'enfants, de femmes et d'hommes qui veulent et qui font changer ce monde, chacun à leur niveau. Les rencontres permettent de maintenir l'espoir et de retrouver l'énergie nécessaire pour forcer l'avenir. Comme dans un chauffe-eau, ce n'est certainement pas pour rien que la résistance est aussi ce qui nous tient chaud. |



# Ciao Toto

« **E**h ! Bonjour ! Comment ça va ? » vous lancera-t-il d'un air joyeux si vous allez à sa rencontre alors que vous le croisez quelque part dans le monde. C'est un de ses principes : vous le connaissez – car il est impossible de ne pas le connaître – alors lui aussi, il décide qu'il vous connaît.

Et si vous avez un doute, son rire charmeur, ses yeux bruns souriants et sa chevelure épaisse où le poivre s'incline face au sel, ne vous laisseront aucun doute. Ce gars, c'est sûr, vous l'avez déjà vu quelque part.

Malgré sa taille, c'est probablement lui que vous avez dû regarder sur la pointe des pieds, « tapant le discours » sur quelque tribune où il devait être question de promotion de l'économie sociale, de la gestion participative, d'entreprises d'insertion... et bien entendu, de Terre.

Durant 40 années de carrière, Salvatore a façonné l'image de cette entreprise qu'il chérissait tant, à travers une multitude de réseaux construits par ses soins ou dont il s'est saisi pour diffuser ses messages. Il incarne tellement son rôle qu'il devint, lui-même, le visage du groupe Terre.

« Lors d'une conférence, il faut parler soit en premier, soit en dernier », nous disait-il. Comme si, entre les deux, ne subsistait qu'un trou noir duquel on ne retenait jamais rien. Fin stratège, pour capter l'attention de son auditoire ou de son interlocuteur, il ponctuait ses phrases d'un petit éclat de rire complice. Si bien qu'après l'avoir rencontré, on avait un peu l'impression de faire partie de sa famille. Ce

n'est pas pour rien que d'entrée de jeu, peu importe le grade, il optait pour le tutoiement. Quand il ne faisait pas la bise à Madame la Ministre...

Comme représentant du groupe Terre, ses interventions étaient de véritables bombes qui explosaient avec une grande précision ou de façon plus... chaotique. Mais même s'il s'égarait parfois sur des chemins de traverse, plaçant quelques anecdotes « maison » dont le sens pouvait nous échapper, son but restait clair : qu'on se souvienne de lui et donc de Terre. C'était pour lui le secret d'un bon plaidoyer.

Salvatore était aussi très présent dans la vie de l'entreprise. Certaines entités du groupe ont connu « Toto » comme travailleur, administrateur voire président. Il en connaissait donc bien les enjeux au Nord et également au Sud.

Son expatriation en Bolivie fut une de ses premières expériences fondatrices chez Terre. Cette aventure, qui l'imprègne encore aujourd'hui, s'est traduite par un engagement auprès de l'ONG Autre Terre dont il fut président pendant douze ans.

Salvatore était actif dans tellement de réseaux et de conseils d'administration (non rémunérés... faut-il le dire), qu'il nous a fallu, au moment d'envisager sa retraite, plusieurs jours pour en dresser le cadastre afin d'en faire le suivi. Pas sûr, d'ailleurs, qu'on n'en ait pas oublié en chemin. Mais rassurons-nous, pour le groupe Terre, il garde encore six mandats.

Si vous croisez un type qui, juché sur quelque tribune, ponctue ses phrases d'un éclat de rire ou embrasse un de nos personnages politiques... Soyez-en sûr, vous le connaissez. Et il vous reconnaîtra !

Merci Salvatore !

David Gabriel



# Le Nord-Mali continue de faire face à l'insécurité

Six ans après l'occupation du Nord-Mali par des groupes djihadistes, cette région continue d'être la proie d'une insécurité persistante.



**T**riste constat que l'évolution de la sécurité au Nord-Mali. Alors que l'arrivée des soldats français début 2013 et la mise en place d'une force onusienne de maintien de la paix (MINUSMA) avaient suscité l'espoir des populations, ces forces ont été incapables d'assurer un retour à la normale cinq ans après la fin officielle du conflit. La tension n'a d'ailleurs fait que croître tout au long de l'année 2017 où il ne s'est pas passé trois jours sans qu'une mine explose, qu'un véhicule se fasse rançonner ou qu'une patrouille soit l'objet d'une embuscade. Ces attaques visent particulièrement les forces armées maliennes (FAMA) qui ont perdu des centaines d'hommes et les Casques bleus (officiellement

100 blessés et 23 tués)<sup>1</sup>. Les civiles sont victimes de vols, rackets et de règlements de compte (violences interethniques ou répressions de l'armée malienne). Plus globalement, ils ont vu leurs chances de retour à une vie normale se restreindre drastiquement au cours de l'année : difficulté et danger de voyager, de commercer, crainte quotidienne d'être victime d'une attaque, d'une mine ou de la vengeance d'un groupe armé...

Car dans ce conflit asymétrique, tout se mêle : attaques de djihadistes, brigandages, trafics de drogues et d'êtres humains, violences intercommunautaires et exactions de militaires. Tout est propice à l'instauration d'une afghanisation<sup>2</sup> du conflit. Le peu de présence de l'État malien

au Nord-Mali renforce l'impression de « zone de non-droit » livrée aux bandes armées et aux soldats étrangers. La faiblesse du système judiciaire et l'importance de la corruption accroissent encore les difficultés malgré des avancées concernant le jugement des crimes commis durant l'occupation djihadiste.

Note d'espoir, les pays limitrophes sentant l'insécurité croître au sein de leurs zones frontalières avec le Mali ont décidé de créer une Force conjointe nommée « G5 Sahel » qui sera chargée de pacifier les frontières. Cependant les financements manquent et aucun soldat de cette force n'y a encore posé le pied. À terme, les pistes de stabilisation de la zone passeront nécessairement par un soutien au développement économique et social ainsi que par un renforcement du dialogue intercommunautaire. À ce titre, les projets menés par nos partenaires UGM et Tassaght dans la région de Gao permettent à 2.000 familles d'améliorer leur qualité de vie grâce à une augmentation de leur production alimentaire et la création de filières de commercialisation. Autant de personnes qui, grâce à une vie plus prospère, choisiront, à coup sûr, le camp de la Paix. ■

Benoit Naveau

1. <https://www.hrw.org/fr/world-report/2018/country-chapters/312862>
2. En référence à la situation vécue en Afghanistan où le conflit, d'abord de haute intensité, s'est mué en un empêtrement sécuritaire où les opposants peuvent facilement trouver refuge dans des zones « sanctuaires » isolées et sûres pour y mener une guérilla qui induit un appauvrissement général, lui-même générateur d'une augmentation de l'insécurité. *Le Monde* titre ainsi le 16 novembre 2017 « Le Mali est notre Afghanistan ».

56<sup>e</sup> ÉDITION

6 & 7 AVRIL 2018

# BROCANTE

*Terre*  
Zoning des Hauts-Sarts - 4<sup>ème</sup> Avenue - Herstal

**VENDREDI 6 AVRIL**  
**BROCANTE NOCTURNE**  
**GRAND HALL COUVERT**  
**RESTAURATION**  
**DE 18H À 22H**  
**ENTRÉE 1€**

**SAMEDI 7 AVRIL**  
**GRANDE BROCANTE**  
**500 EXPOSANTS**  
**RESTAURATION**  
**DE 08H À 16H**  
**ENTRÉE GRATUITE**



[www.facebook.com/ongautreterre](http://www.facebook.com/ongautreterre)



**Réservations à partir du 01 mars 2018**  
**WWW.BROCANTETERRE.BE - 04/240.63.90**

# Brèves

## Œufs de Pâques

Achetez vos œufs de Pâques chez Autre Terre et participez au financement de projets de développement dans le Sud. Fabriqués par Belvas (entreprise belge), les œufs d'Autre Terre sont bio et équitables.

**Passez votre commande par email à [franca.alaimo@autreterre.org](mailto:franca.alaimo@autreterre.org) ou par téléphone au 04/240.68.46 avant le 31 mars 2018**



## Nouveau logo du Groupe Terre

**Groupe Terre asbl vous présente son nouveau logo :**

- Des traits qui semblent tracés à la main, comme des coups de peinture, qui représentent la participation de chaque travailleur à la création du projet Terre.
- Une police régulière et professionnelle qui évoque la rigueur de l'entreprise.
- 3 traits = 3 valeurs
  - solidarité
  - dialogue
  - responsabilité
- Le bleu et jaune, couleurs historiques de Terre, s'associent au vert qui affirme l'engagement environnemental.
- Une forme de cercle pour évoquer l'implication dans l'économie circulaire, mais ce cercle tend vers le triangle ou la flèche symbolisant l'objectif à atteindre



## La 56<sup>e</sup> Brocante Terre arrive à grands pas !

**Le vendredi 6 et le samedi 7 avril 2018 aura lieu la 56<sup>e</sup> brocante Terre.**

Le vendredi 6 octobre dès 18h, retrouvez-nous pour la brocante nocturne d'Autre Terre et venez découvrir notre nouveau stand de jouets de deuxième main. Le samedi 7 octobre, de 8h à 16h se déroulera la Grande brocante Terre avec plus de 500 stands de brocante et de restauration.

Retrouvez le programme complet sur [www.brocanteterre.be](http://www.brocanteterre.be)

- **Lieu : Parc industriel des Hauts-Sarts, 4<sup>e</sup> avenue 45 – 4040 Herstal**
- **Entrée : 1€ le vendredi, gratuit le samedi**
- **Réservations : en [www.brocanteterre.be](http://www.brocanteterre.be) ou 04/240.63.90**

**On vous y attend nombreux !**

## Festival Nourrir Liège 2018

Dans le cadre du Festival Nourrir Liège, l'ONG Autre Terre, vous invite à sa balade à vélo « À la découverte des alternatives alimentaires liégeoises ». Enfourchez votre vélo (sans oublier votre casque et cadenas) pour partir avec nous à la rencontre d'initiatives citoyennes !



**Infos pratiques :**

- **Quand : samedi 24 mars de 10h à 13h**
- **Où : départ de la caserne Fonck, 2 rue Ransonnet à 4000 Liège**
- **Inscription obligatoire (maximum 25 personnes) : [cinzia.carta@autreterre.org](mailto:cinzia.carta@autreterre.org) 0471/84.49.02 avant le 22 mars.**

**Au plaisir de vous y rencontrer !**

21 / 03 / 2018  
**BRUSSELS**  
Rue Coenraetsstraat 72

# Printemps **des SCOP**

## **Is de democratie verenigbaar met de markteconomie ? / La démocratie est-elle compatible avec l'économie de marché ?**

- 16.45 *Onthaal* - Accueil  
• **Didier GOETGHEBUER** (Union des SCOP)
- 17.00 Regionale politiek doelstellingen - Volontés politiques régionales  
• **Philippe MUYTERS** (Vlaams Minister van Economie) - te bevestigen  
• **Didier GOSUIN** (Ministre bruxellois de l'Économie)
- 17.30 *Getuigenissen werkerscoöperaties* - Témoignages de coopératives de travailleurs  
• **Mario GOMEZ & François MOENS** (Difrenotech)  
• **Steven VANCRAESBEEK** (Thuisverpleging Meerdael)
- 18.00 *Debat* - Débat  
• **Sandrino GRACEFFA** (SMart)  
• **David VAN REYBROUCK**
- 19.00 *Cocktail*

#printempsscop2018

### Infos

Verplichte inschrijving vóór 18/03 - inscription obligatoire avant le 18/03

[www.les-scop.be](http://www.les-scop.be)

Tarief - prix :

- 12 euros
- 3 euros (*studenten en werkzoekenden* - étudiants et travailleurs sans emploi)

Simultane vertaling Fr/Nl - Traduction simultanée NI/Fr

avec le soutien de la Wallonie et de la Région de Bruxelles-Capitale

**leSCOP** **SMart**  
WALLONIE BRUXELLES



Ed. resp. Didier Goetghebuur, Bvd Friere Orban, 4 - 5000 Namur

**terre**

est une publication destinée à promouvoir l'économie sociale et solidaire à travers des initiatives ainsi que des réflexions du Nord et du Sud.

Abonnement gratuit sur simple demande

T : +32 (0)4 240 68 48 - E : [info@autreterre.org](mailto:info@autreterre.org)

[www.autreterre.org](http://www.autreterre.org) - [www.terre.be](http://www.terre.be) - [www.entreprendreautrement.be](http://www.entreprendreautrement.be)



**Ne me jetez pas,  
faites-moi circuler auprès  
de vos proches !**



# La gestion des déchets à Kaolack : parer à la résignation des pouvoirs locaux

En 2008, Autre Terre est interpellée par la **situation sanitaire** de la ville de Kaolack (Sénégal), la gestion des déchets y est **quasi inexistante**. Autre Terre décide alors d'y organiser **une collecte** des déchets au porte-à-porte sur base d'un abonnement.

En 2014, un **centre de valorisation du plastique dur** vient renforcer le dispositif de collecte déjà en place (en 2016, il a permis le recyclage de 17 tonnes de plastique). L'ouverture de ce centre facilite **l'introduction du tri sélectif** dans la ville, une des premières expériences du genre en Afrique de l'Ouest.

En 9 ans, le **modèle de gestion** des déchets développé par Autre Terre et ses partenaires, Asdes et Caritas Kaolack, a montré une **telle efficacité** qu'il va maintenant **s'étendre à 3 communes** périphériques : Kahone, Gandiaye et Keur Madiabel. Ainsi, à terme, 3 000 nouveaux ménages verront leurs déchets collectés et traités. Ceux-ci s'ajouteront aux **1 853 ménages** déjà abonnés à l'heure actuelle.



## Retour sur l'appel au soutien du centre de formation de Louda (T157) :

2 332 € sur les 6 000€ nécessaires ont été récoltés pour financer le matériel de scolarisation des 15 stagiaires. Grâce à vos dons et à l'intervention du ministère de la Coopération au Développement, nous avons pu boucler le budget.

**Un énorme merci pour les élèves du centre !**



## Agir toute l'année grâce à l'ordre permanent

Autre Terre est membre de l'Association pour une Ethique dans les Récoltes de Fonds (AERF – [www.vef-aerf.be](http://www.vef-aerf.be)) et répond au code de déontologie adopté par cette association.

Chaque année, l'exactitude de nos comptes est vérifiée par un réviseur d'entreprises indépendant. Nos comptes et bilans sont en outre disponibles sur simple demande et téléchargeables au départ de notre site Internet. Une attestation fiscale vous sera délivrée pour tout don supérieur ou égal à 40 €.

**Formulaire d'ordre permanent (ou directement via pc banking)**  
Remplissez ce formulaire et, après l'avoir signé, remettez-le à votre banque

Je soussigné(e),

Nom et prénom : \_\_\_\_\_

Rue et numéro : \_\_\_\_\_

Code postal et localité : \_\_\_\_\_

Date de naissance : \_\_\_\_\_

Profession : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

Adresse mail : \_\_\_\_\_

Souhaite faire un ordre permanent en faveur d'Autre Terre asbl et choisis de verser mensuellement la somme de mon choix (une attestation fiscale vous sera délivrée si le montant annuel de vos dons atteint ou dépasse 40 €) :

5 €    10 €    15 €

..... € (la somme de mon choix)

Au départ de mon compte

BE \_\_\_\_\_

Sur le compte : IBAN BE53 0962 2418 9653 – BIC : GKCCBEBB  
Autre Terre asbl – P.I. des Hauts-Sarts  
4<sup>e</sup> Avenue, 45 – 4040 Herstal

Première exécution :

le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_ (Jour/mois/année)

Je peux à tout moment mettre fin à cet ordre permanent par simple communication à ma banque.

Date : \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Signature :



